

EEP International

Résumé des activités 2018



La **Fondation Ethos** regroupe plus de 220 caisses de pension et institutions suisses exonérées fiscalement. Créée en 1997, elle a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère.

La société **Ethos Services** assure des mandats de gestion et de conseil dans le domaine des investissements socialement responsables. Ethos Services propose des fonds de placement socialement responsables, des analyses d'assemblées générales d'actionnaires avec recommandations de vote, un programme de dialogue avec les entreprises ainsi que des ratings et analyses environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés. Ethos Services appartient à la Fondation Ethos et à plusieurs membres de la Fondation.

www.ethosfund.ch

Signatory of:
 **PRI** | Principles for
Responsible
Investment

Avertissement

Ce rapport d'engagement a été réalisé sur la base du dialogue mené avec les sociétés, ainsi que d'informations recueillies auprès de sources accessibles aux investisseurs et au public en général. Malgré de multiples vérifications, l'information ne peut être certifiée exacte. Ethos Services ne prend aucune responsabilité sur l'exactitude des données publiées.

® © Ethos, mars 2019. Toute reproduction intégrale ou partielle doit faire l'objet du consentement d'Ethos. Toute citation doit s'effectuer avec l'indication de la source. Imprimé sur « RecyStar », 100% à base de vieux papiers sans azurant optique.

Table des matières

1	Introduction.....	2
1.1	Types de dialogue.....	2
1.2	Processus d'engagement	3
1.3	Membres de l'EEP International	3
2	Chiffres clés.....	4
3	Dialogue par thème.....	5
3.1	Environnement	5
3.2	Social	7
3.3	Gouvernement d'entreprise.....	9

1 Introduction

Ce résumé des activités 2018 de l'Ethos Engagement Pool International (EEP International) présente les thèmes de dialogue effectué par Ethos Services pour le compte des membres de l'EEP International. Le rapport complet est transmis, sous forme imprimée, uniquement aux membres de l'EEP International.

Fort du succès du dialogue entre actionnaires et entreprises suisses (EEP Suisse), EEP International a été lancé début 2017. Fin 2018, l'EEP International comptait déjà 34 membres qui gèrent des actifs totalisant CHF 110 milliards et assurent 588'307 personnes.

Ce rapport présente l'ensemble des démarches d'engagement entreprises en 2018 par Ethos au nom des membres de l'EEP International. Au total, le pool a participé à 25 initiatives d'engagement au cours de l'année. 12 de ces initiatives concernaient des questions environnementales, 10 des questions sociales et 3 des questions liées à la gouvernance. Au total, 497 entreprises ont été ciblées. Grâce au fort soutien obtenu, Ethos a pu également engager un dialogue direct auprès de 22 sociétés européennes.

1.1 Types de dialogue

Chez Ethos, le dialogue actionnarial a une longue tradition. Il a débuté en 2004, avec la création de l'Ethos Engagement Pool Suisse (EEP Suisse). Parallèlement, Ethos participe également depuis de nombreuses années à diverses initiatives collectives au niveau international. Sur demande de certains de ses membres et clients investis dans des sociétés cotées hors de Suisse, Ethos a lancé en janvier 2017, conjointement avec six caisses de pension suisses, l'EEP International.

Afin d'offrir aux membres de l'EEP International le service d'engagement le plus efficace possible, Ethos utilise différents types de dialogue actionnarial

Engagement collectif

Comme convenu avec les membres fondateurs, l'accent a été mis en 2018 sur la participation individuelle des membres de l'EEP International à des initiatives collectives internationales. Ces initiatives collectives permettent de fédérer l'influence de nombreux investisseurs institutionnels réunis et d'accroître ainsi l'impact

des activités d'engagement. Pour chaque initiative collective proposée, Ethos a préparé un dossier pour les membres de l'EEP International et a effectué toutes les formalités administratives nécessaires à leur participation.

Engagement direct

Au nom des membres de l'EEP International, Ethos mène un dialogue direct avec certaines entreprises européennes. Les dialogues directs peuvent prendre différentes formes :

1. Dans le cadre d'une initiative collective, Ethos peut également, au nom de l'EEP International, engager un dialogue direct avec une ou plusieurs entreprises.
2. A la suite d'une initiative collective, Ethos peut engager un dialogue direct avec des sociétés sélectionnées au nom de l'EEP International.
3. Les membres de l'EEP International ont la possibilité de définir des thèmes et des sociétés spécifiques. Si Ethos est mandaté pour le faire, il engage alors un dialogue direct au nom de l'EEP International.

Engagement auprès des instances régulatrices

Ce type de dialogue a lieu auprès de différentes organisations ou autorités ayant une influence sur les conditions-cadres des sociétés cotées (régulateurs, parlements, fixateurs de normes). En 2018 l'engagement a eu lieu au moyen d'envoi de lettres collectives.

1.2 Processus d'engagement

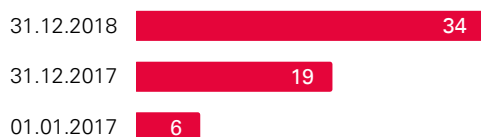
Dans la mesure du possible, Ethos définit cinq étapes pour mesurer l'avancée du processus d'engagement direct avec les sociétés :

- Etape I : Lettre au président du CA
- Etape II : Contact direct avec l'entreprise
- Etape III : L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- Etape IV : L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- Etape V : L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

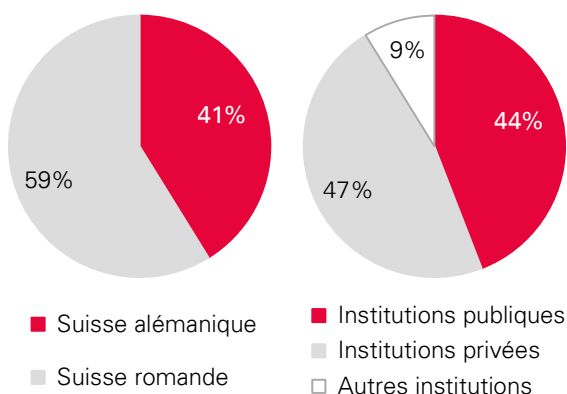
Ces étapes permettent de suivre les efforts des sociétés et de mesurer les progrès réalisés.

1.3 Membres de l'EEP International

Croissance depuis le lancement de l'EEP International



34 membres au 31 décembre 2018



Suisse alémanique

Aargauische Pensionskasse (APK)
 Bernische Lehrerversicherungskasse
 Nest Sammelstiftung
 Pensionskasse Bühler AG Uzwil
 Pensionskasse Caritas
 Pensionskasse der Stadt Winterthur
 Pensionskasse SRG SSR
 Pensionskasse Stadt Luzern
 Pensionskasse Unia
 Prosperita Stiftung für die berufliche Vorsorge
 Solothurnische Gebäudeversicherung
 St. Galler Pensionskasse
 Stiftung Abendrot
 Terre des hommes Schweiz

Suisse romande

Caisse de pension des sociétés Hewlett-Packard en Suisse
 Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV)
 Caisse de pensions ECA-RP
 Caisse de prév. des Fonctionnaires de Police & des Etablissements Pénitentiaires
 Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève CPEG
 Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence (CPIC)
 Caisse intercommunale de pensions (CIP)
 Caisse paritaire de prévoyance de l'industrie et de la construction (CPPIC)
 CAP Prévoyance
 CCAP Caisse Cantonale d'Assurance Populaire
 CIEPP - Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance Professionnelle
 Etablissement Cantonal d'Assurance (ECA VAUD)
 Fondation de la métallurgie vaudoise du bâtiment (FMVB)
 Fondation de prévoyance Artes & Comoedia
 Fondation de prévoyance du Groupe BNP
 PARIBAS en Suisse
 Fondation Leenaards
 Prévoyance Santé Valais (PRESV)
 prévoyance.ne
 Profelia Fondation de prévoyance
 RP - Fonds institutionnel

2 Chiffres clés

Initiatives collectives

Nombre de sociétés ciblées	497
Part du MSCI ACWI couverte	46%
Nombre d'initiatives	25
<i>Initiatives relatives à l'environnement</i>	<i>12</i>
<i>Initiatives relatives au social</i>	<i>10</i>
<i>Initiatives relatives au gouvernement d'entreprise</i>	<i>3</i>
<i>Initiatives ponctuelles</i>	<i>15</i>
<i>Initiatives prévues sur plusieurs années</i>	<i>10</i>
Initiatives terminées en 2018	6

Engagement auprès des instances régulatrices

Nombre d'engagements avec des législateurs	8
--	---

Dialogue direct avec les sociétés au nom de l'EEP International

Nombre de sociétés contactées	22
Nombre de lettres adressées au conseil d'administration	10
Nombres de conférences téléphoniques	17

3 Dialogue par thème

Les thèmes de dialogue et les entreprises sélectionnées reflètent les intérêts des membres de l'EEP International. En janvier 2018, les membres fondateurs de l'EEP International ont décidé de se concentrer sur le changement climatique pour l'engagement environnemental et sur les droits humains et du travail pour l'engagement social. Dans le domaine du gouvernement d'entreprise, l'accent est mis sur les droits des actionnaires et la rémunération.

Dans ce chapitre, les initiatives sont regroupées selon les trois dimensions ESG (Environnement, Social et Gouvernement d'entreprise).

3.1 Environnement

E.1. Financement du changement climatique

En 2017 l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé une lettre à 62 banques globales leur demandant d'établir leurs rapports sur le changement climatique en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Dans le cadre de cette initiative pluriannuelle, lancée en 2014, Ethos et d'autres investisseurs institutionnels demandent aux banques concernées de revoir de manière critique leur financement des activités à forte intensité carbone. Au sein du groupe, Ethos mène le dialogue avec deux grandes banques suisses.

E.2. Investor Decarbonization Initiative

En 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont rejoint l'initiative « Investor Decarbonization Initiative » (IDI) qui est échelonnée sur plusieurs années et coordonnée par ShareAction au Royaume-Uni. Au cours de l'année, le réseau d'investisseurs soutenant l'initiative est passé à 71 investisseurs institutionnels avec USD 1'200 milliards sous gestion. Au total, 60 lettres signées par des investisseurs ont été envoyées à des sociétés de divers secteurs, dont la production d'électricité, le ciment, l'industrie automobile et le commerce de détail, pour les encourager à adhérer à une ou plusieurs des actions suivantes : adopter un objectif de réduction des émissions scientifique (SBT), se procurer 100 % d'énergie renouvelable (RE100), viser une productivité énergétique

élevée (EP100) et promouvoir la mobilité électrique (EV100).

E.3. Objectifs de réduction des émissions (« Science Based Targets »)

Fin de l'année 2016 l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé des lettres à 106 sociétés aux Etats-Unis ayant déclaré dans leur rapport CDP 2016 qu'elles avaient l'intention, au cours des deux prochaines années, d'établir des objectifs de réduction de leurs émissions basées sur des modèles scientifiques (SBT). La lettre invite les entreprises à fixer leurs objectifs dans les meilleurs délais et à communiquer leur méthode de calcul, le calendrier de mise en œuvre et les difficultés rencontrées dans le cadre de ce projet. L'Interfaith Center for Corporate Responsibility (ICCR) aux Etats-Unis, en tant qu'organisation à l'origine de cette initiative, a maintenant terminé cette initiative.

E.4. Participation au CDP (Carbon Disclosure Project)

Dans le cadre de cette initiative pluriannuelle, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont demandé à un certain nombre des sociétés n'ayant pas encore répondu au questionnaire « changement climatique » du CDP de le faire. Le CDP est une organisation à but non lucratif qui permet aux entreprises d'établir des rapports standardisés sur leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

E.5. Lettre au gouvernement canadien pour la mise en œuvre d'une législation stricte sur le méthane

En 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé une lettre au ministère de l'environnement et des changements climatiques du Canada pour demander la mise en œuvre plus rapide d'une législation plus stricte visant à réduire les émissions de méthane et de composants organiques volatiles provenant des secteurs pétrolier et gazier du pays. Selon une promesse faite conjointement par les Etats-Unis et le Canada le 10 mars 2016, les deux pays avaient l'intention de réduire les émissions de méthane émanant des secteurs pétrolier et gazier de 40 à 45% au cours de la prochaine décennie. La

nouvelle loi devrait permettre au Canada d'atteindre cet objectif. Cette initiative a été terminée en 2018.

E.6. Lettre à l'EPA demandant de ne pas retarder une réglementation sur le méthane

En 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé une lettre à l'Environmental Protection Agency (EPA) des Etats-Unis pour demander de ne pas reporter de deux ans la mise en œuvre de la réglementation sur la réduction des émissions de méthane approuvée par l'administration Obama en 2015. Initialement, l'introduction de ces règles avait été prévue pour le 3 juin 2017, mais la nouvelle direction de l'EPA a proposé d'adopter un moratoire de deux ans. Les investisseurs estiment qu'il est urgent d'appliquer la législation, car, selon l'EPA elle-même, pour que l'utilisation du gaz naturel en tant que pont vers un avenir à faibles émissions de carbone soit crédible, il faut absolument minimiser les émissions de méthane qui lui sont associées. Cette initiative a été terminée en 2018.

E.7. Fixation d'objectifs de réduction des émissions Science Based (SBT) dans l'industrie chimique européenne

En 2018, l'EEP International a envoyé une lettre à trois sociétés européennes du secteur chimique leur demandant de fixer des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre calculés à l'aide de modèles scientifiques (« Science-Based Targets » – SBT). De tels objectifs sont essentiels pour la transition vers un avenir à faibles émissions de carbone. Un certain nombre d'investisseurs institutionnels du monde entier a décidé de se joindre à cette initiative et de cosigner la lettre. Après avoir tenu des conférences téléphoniques approfondies avec les trois sociétés en 2017, Ethos a intensifié la discussion avec deux sociétés lors de nouvelles conférences téléphoniques en 2018. Quoique les trois sociétés considèrent qu'il est utile de fixer des objectifs de réduction des émissions du type SBT, il est également clairement apparu que le calcul de tels objectifs ne fait pas actuellement l'unanimité, en particulier parce qu'il est difficile de trouver une mesure crédible des émissions tout au long de la chaîne de valeur (domaine 3). Ceci est un défi majeur pour les entreprises du secteur chimique.

E.8. Climate Action 100+

Dans le cadre de Climate Action 100+, l'EEP International et un très grand nombre d'investisseurs internationaux s'adressent aux 160 principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Dans ce cadre, Ethos mène un dialogue direct avec trois entreprises pour le compte de l'EEP International. Au cours des quatre prochaines années, l'Initiative Climate Action 100+ s'efforcera d'encourager les conseils d'administration et la direction des sociétés émettrices de GES qualifiées d'importance systémique à prendre trois mesures :
Premièrement, établir une gouvernance qui reflète clairement la responsabilité et la surveillance par le conseil d'administration des risques climatiques. Deuxièmement, réduire les émissions de GES tout au long de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris qui veut maintenir la hausse moyenne de la température mondiale à moins de 2 degrés au-dessus des niveaux préindustriels. Troisièmement, améliorer le reporting en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Au nom de 24 banques centrales, le TCFD a élaboré des recommandations pour la publication volontaire de données sur les risques financiers liés au climat afin de fournir des informations standardisées aux investisseurs, prêteurs, assureurs et autres parties prenantes.

E.9. Lettre aux gérants pour encourager le vote en assemblée générale

En 2018, Ethos a proposé aux membres de l'EEP International d'engager directement le dialogue avec leurs gérants pour demander comment ces derniers exercent les droits de vote des actions en portefeuille. Ethos a préparé un modèle de lettre que les membres de l'EEP International ont pu envoyer directement à leurs gérants pour leur demander de soutenir certaines résolutions d'actionnaires présentées lors des assemblées générales 2018 de sociétés américaines actives dans les secteurs très intenses en carbone. Ces résolutions demandent notamment aux sociétés de présenter un plan financier dans le cas d'un scénario de limitation du réchauffement climatique à 2° ou de fixer des objectifs ambitieux de réduction de gaz à effet de serre. La lettre demande également aux gérants plus de précisions sur la manière dont les droits de vote sont exercés.

E.10. Lettre pour s'opposer au forage dans la Réserve naturelle de l'Arctique

En 2018, EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par la Sierra Club Foundation ont envoyé une lettre aux sociétés pétrolières et gazières et aux banques qui les financent pour leur demander de ne pas entreprendre de forage pétrolier et gazier dans la Réserve nationale de faune de l'Arctique. La lettre a été envoyée aux sociétés par 119 investisseurs institutionnels avec USD 2'520 milliards sous gestion. Suite à l'envoi de la lettre, la Sierra Club Foundation a demandé à toutes les banques concernées d'organiser des entretiens de suivi et a pu avoir un entretien téléphonique avec la plupart d'entre elles.

E.11. Stratégies climatiques ambitieuses dans le secteur européen de l'électricité

En juin 2018, l'EEP International a lancé son propre programme d'engagement visant à encourager huit producteurs européens d'électricité à développer des stratégies climatiques ambitieuses. Dans le cadre de ce projet, cinq demandes ont été formulées : Décarboner le mix de production d'électricité, définir un objectif de réduction des émissions basé sur la science, procéder à des activités de lobbying responsable, développer de nouveaux modèles d'affaires et faire un reporting conformément aux recommandations de la TCFD. L'EEP International se donne au moins trois ans pour mener cet engagement. Au début du programme d'engagement, une lettre d'introduction a été adressée aux présidents des conseils d'administration des sociétés respectives ; ces lettres ont été signées par les membres d'EEP International et les membres intéressés du Interfaith Center for Corporate Responsibility (ICCR). Par la suite, un dialogue a été établi avec toutes les sociétés et sept conversations téléphoniques ont été menées pour expliquer les attentes d'EEP International et discuter des opinions des sociétés.

E.12. Déclaration aux chefs de gouvernement au sujet du changement climatique

Dans la perspective du Sommet du G7 en juin 2018, EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par les Principes pour l'investissement responsable (PRI) et d'autres réseaux d'investisseurs ont fait une déclaration aux chefs de gouvernement des pays du G7 (Canada, France, Allemagne, Japon, Italie, Royaume-Uni et Etats-Unis) leur demandant de

faire tout leur possible pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris. A fin décembre 2018, 415 investisseurs institutionnels globaux avec USD 32 milliards d'actifs sous gestion, ont signé la lettre. La lettre a été de nouveau publiée avant le sommet de l'ONU sur le climat (COP 24) à Katowice en Pologne.

3.2 Social

S.1. KnowTheChain

En mai 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative KnowTheChain (KTC). KTC est un partenariat établi par les ONG Humanity United, le Business & Human Rights Resource Center, Verité ainsi que le consultant Sustainalytics. Ce partenariat vise à promouvoir des chaînes d'approvisionnement transparentes et responsables en comparant les pratiques des différentes entreprises. En identifiant les meilleures pratiques en matière de gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, le partenariat espère que ces pratiques seront adoptées à terme par le plus grand nombre de sociétés. Fin novembre, Ethos a rencontré l'équipe de KTC pour discuter des derniers développements et communiquer ses commentaires. En comparant les pratiques des sociétés, KTC les incite notamment à aborder les risques liés au travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement. KTC a lancé ses premiers standards en 2016 ciblant les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'alimentation et des boissons et du textile et en 2018, le deuxième cycle ciblant les mêmes secteurs a suivi.

S.2. Prolongation de « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh »

A l'occasion du quatrième anniversaire de la tragédie du Rana Plaza en avril 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont publié une déclaration encourageant les entreprises membres de « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh » (l'Accord) à poursuivre leur action afin d'achever les mesures d'amélioration de la sécurité incendie et des bâtiments dans l'industrie textile au Bangladesh. Après la tragédie du Rana Plaza, les entreprises du secteur textile s'approvisionnant au Bangladesh ont fondé l'Accord. Cette convention, qui regroupe des entreprises principalement

européennes, des producteurs locaux et des syndicats au Bangladesh, vise à améliorer la sécurité des usines de sous-traitants locaux notamment par la création de comités d'entreprise et la mise en œuvre de contrôles indépendants des conditions de santé et de sécurité des usines. En 2018, trois autres lettres ont été envoyées aux sociétés et aux autorités locales demandant que l'accord prolongé soit maintenu trois ans comme convenu.

S.3. Droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile

En avril 2017, l'EEP International a envoyé des lettres à huit sociétés européennes membres de « l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh » (l'Accord). Les lettres expriment quatre attentes des investisseurs envers les entreprises de l'industrie textile : prolongation de l'Accord (pour trois ans supplémentaires), financement de mesures correctives coûteuses au niveau des structures des bâtiments, inclusion dans les droits des travailleurs du droit à la négociation collective et maintien de la structure de l'Accord en cas d'extension à d'autres pays ou à de nouvelles industries. Suite à l'envoi des lettres, Ethos a eu plusieurs conférences téléphoniques avec les entreprises ciblées, au cours desquelles il a également été discuté de la gestion des questions sociales dans la chaîne d'approvisionnement de manière plus générale. En 2018, Ethos a de nouveau contacté toutes les sociétés par téléphone ou par e-mail pour évaluer les progrès réalisés.

S.4. Lettres aux sociétés « leader » de EICC

L'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont prévu d'envoyer une lettre à 11 entreprises du secteur de l'électronique pour reconnaître leur rôle de leader en matière de recrutement éthique de travailleurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les investisseurs aimeraient également plus de transparence dans les actions concrètes entreprises par les sociétés. Cette initiative vise à aider les entreprises, les investisseurs et d'autres parties prenantes à réduire le risque de travail forcé et d'esclavage moderne. En automne 2017, l'Electric Industry Citizenship Coalition (EICC) a changé son nom et sa stratégie pour devenir Responsible Business Alliance (RBA) et élargir son champ d'action à d'autres secteurs. C'est pourquoi l'EICC a finalement décidé de ne pas envoyer de lettres. Il est prévu de sensibiliser l'industrie électronique aux droits humains et du

travail par le biais d'autres initiatives mondiales. Cette initiative a été complétée en 2018.

S.5. Lettre à la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO)

En avril 2018, L'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux avec USD 3'200 milliards d'actifs sous gestion ont écrit à la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) demandant de prendre des mesures immédiates et mettre en place un mécanisme de plaintes efficace et crédible. Les plaintes contre la société Indofood concernant de graves violations des droits des travailleurs ont été considérées comme une manière décisive de tester la volonté de la RSPO de punir sévèrement ces violations. En novembre 2018, la RSPO s'est prononcée et a suspendu la certification d'huile de palme produite par cette usine et les plantations environnantes.

S.6. Workforce Disclosure Initiative (WDI)

En avril 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative Workforce Disclosure Initiative (WDI). Le but de l'initiative est d'améliorer la transparence sur la manière dont de grandes entreprises multinationales gèrent leur capital humain. Le but ultime de WDI est d'améliorer la qualité des emplois dans les sociétés multinationales, tant au niveau du groupe que tout au long de leur chaîne de fournisseurs. La WDI est calquée sur le CDP (Carbon Disclosure Project) et utilise les standards de reporting existants. Les données qu'elle demande aux sociétés de publier concernent la composition de leurs effectifs, le développement et l'implication des travailleurs. Fin novembre, Ethos a rencontré l'équipe de la WDI pour discuter des derniers développements et communiquer ses commentaires. En décembre 2018, la WDI était soutenue par 117 investisseurs institutionnels avec des actifs sous gestion de USD 13'000 milliards. Durant son année pilote (2017), la WDI a reçu des réponses de 34 très grandes sociétés sur les 76 contactées. En 2018, elles ont été 90 à répondre (sur 500 sociétés contactées).

S.7. Déclaration de soutien à une loi contre l'esclavage moderne au Canada

En juin 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par SHARE (Canada), le Church Investors Group (UK), l'ICCR (US) et le Church of Sweden. Les investisseurs ont publié une déclaration

demandant au gouvernement canadien de légiférer afin d'aider les entreprises canadiennes et les investisseurs à identifier et à combattre l'esclavage moderne et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement grâce à des contrôles et une transparence adéquate. Depuis sa publication, la déclaration a connu des progrès modestes ; en septembre, la commission canadienne des affaires étrangères a présenté au Parlement un rapport sur le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement commanditée par le gouvernement. Le rapport formule plusieurs recommandations sur la prévention du travail des enfants.

S.8. Standards de durabilité des chaînes d'approvisionnement du textile

En juillet 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par les sociétés de gestion Mirova (FR) et MN (Pays-Bas) ont envoyé une lettre à la Commission européenne, à l'Accord néerlandais sur les vêtements et textiles durables, au Partenariat allemand pour des textiles durables et à la Coalition pour des vêtements durables (Sustainable Apparel Coalition) demandant d'encourager l'industrie textile à établir des exigences et des standards communs en matière de durabilité.

S.9. L'approvisionnement responsable dans l'industrie de la bijouterie

En septembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par l'Investor Alliance for Human Rights ont publié une déclaration demandant aux sociétés du secteur de la joaillerie de revoir leurs pratiques et de prendre des mesures pour assurer un approvisionnement responsable en or, diamants et autres minéraux et pierres précieuses. La déclaration a été envoyée à 25 marques de bijoux et sociétés horlogères avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins USD 250 millions, ainsi qu'à 9 détaillants qui vendent des bijoux en or et en diamants. Fin novembre, Ethos a rencontré les initiateurs de la lettre pour discuter des développements à ce jour. Malheureusement, seule une très petite minorité des sociétés ciblées a réagi jusqu'à présent.

S.10. Exclure des indices boursiers les sociétés actives dans l'armement controversé

En septembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels suisses, coordonné par Pictet Asset Management et Swiss Sustainable Finance (SSF), ont signé une lettre ouverte aux principaux fournisseurs d'indices pour leur demander d'exclure des indices standard les sociétés qui fournissent de l'armement controversé. A la fin de l'année, 60 signataires suisses et 30 signataires internationaux comme ING aux Pays-Bas et l'Eglise d'Angleterre avaient déjà signé cette lettre. Ensemble, ces investisseurs institutionnels gèrent USD 4'600 milliards. En raison du grand intérêt suscité, la date limite de signature de la lettre a été repoussée au 31 janvier 2019.

3.3 Gouvernement d'entreprise

G.1. Déclaration d'investisseurs sur la publication du ratio des rémunérations

En mars 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont demandé à la Securities and Exchange Commission (SEC) aux Etats-Unis de maintenir la date d'entrée en vigueur de l'obligation de publication du ratio des rémunérations (CEO vs la médiane des autres employés), qui a été fixée au 1^{er} janvier 2017, comme cela était prévu lors de l'adoption de la loi en août 2015. Cette loi demande aux sociétés américaines de publier dans leur rapport annuel le rapport entre la rémunération du CEO et le salaire médian des autres collaborateurs des sociétés cotées en bourse. Cette initiative a été terminée en 2018.

G.2. Lettres aux sénateurs américains pour la défense des droits des actionnaires

En juillet 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé une lettre à chaque membre du Sénat des Etats-Unis exprimant leur rejet du Financial Choice Act. Cette nouvelle loi éliminerait un grand nombre de réformes positives du système financier américain introduites en réponse à la crise financière de 2008 et rendrait pratiquement impossible pour les actionnaires minoritaires de déposer des résolutions d'actionnaires en assemblée générale. Cette initiative a été terminée en 2018.

G.3. Lettre à Amazon concernant les droits des actionnaires

En novembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par l'ICCR ont envoyé une lettre à Amazon demandant à la société d'adopter une attitude plus constructive envers les investisseurs. Au vu des importants risques ESG auxquels la société est exposée, les investisseurs se doivent d'insister sur leur droit de dialoguer avec Amazon et de demander à la société de gérer ces risques de manière adéquate.



Ethos

Place de Cornavin 2
Case Postale
1211 Genève 1
Suisse

T + 41 (0)22 716 15 55
F + 41 (0)22 716 15 56

Bureau de Zurich

Bellerivestrasse 3
8008 Zurich
Suisse

T + 41 (0)44 421 41 11
F + 41 (0)44 421 41 12

info@ethosfund.ch
www.ethosfund.ch